

BOUTHILLIER, Guy et Jean MEYNAUD, *Le choc des langues au Québec, 1760-1970*. Les Presses de l'Université du Québec, c.p. 250, Succursale N, Montréal, 1972. 768 p. \$12.00.

Richard Arès, s.j.

Volume 27, numéro 1, juin 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303238ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303238ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Arès, R. (1973). Compte rendu de [BOUTHILLIER, Guy et Jean MEYNAUD, *Le choc des langues au Québec, 1760-1970*. Les Presses de l'Université du Québec, c.p. 250, Succursale N, Montréal, 1972. 768 p. \$12.00.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 27(1), 93–95. <https://doi.org/10.7202/303238ar>

BOUTHILLIER, Guy et Jean MEYNAUD, *Le choc des langues au Québec, 1760-1970*. Les Presses de l'Université du Québec, c.p. 250, Succursale N, Montréal, 1972. 768 p. \$12.00

Nous avons déjà de MM. Frégault, Trudel et Brunet une *Histoire du Canada par les textes*, nous aurons désormais, dans la même veine, avec le présent volume, une histoire des luttes soutenues pour la défense de la langue française au Québec, faite à l'aide d'une suite de documents qui s'échelonnent sur plus de deux siècles, soit de 1760 à 1970.

Le recueil s'ouvre par une importante introduction, qu'il faut lire, non seulement pour comprendre les objectifs que se sont fixés les auteurs, mais encore pour saisir le pourquoi et le comment, le passé et le présent de la bataille linguistique qui se poursuit au Québec depuis la Conquête de 1760. On ne peut, expliquent-ils, exposer les rapports entre la langue et la politique sans recourir à l'histoire. D'une part, en effet, ceux qui mènent le combat aujourd'hui font constamment appel au passé et répètent qu'ils continuent la lutte des ancêtres qui n'ont jamais accepté la domination. D'autre part, en recourant à la dimension historique, on évite de recommencer de vieilles erreurs et de sous-estimer le poids des conditionnements suscités par une domination ethnolinguistique de longue durée. Chez une partie du groupe dominé, en effet, finissent par s'implanter des attitudes de conciliation et de modération, lesquelles jouent au profit du groupe dominant et empêchent une généralisation du combat.

Toujours dans leur introduction, les auteurs divisent l'histoire de la bataille linguistique en deux périodes: la première s'étend de 1760 à 1960, la seconde commence avec la "révolution tranquille" et se poursuit encore. Tout le long de la première période, le combat pour le français a gardé un caractère essentiellement défensif et il a été marqué de prudence et de modération. Ainsi, la revendication linguistique s'est maintenue dans le cadre politique existant (l'exemple à citer ici est celui d'Henri Bourassa); le Québec a accepté la dualité linguistique, tout particulièrement dans le domaine de l'enseignement et des tribunaux, et son gouvernement n'est guère intervenu pour résoudre les problèmes que posait la rivalité des langues.

Mais, depuis les années 60, le combat a changé d'aspects. Les positions traditionnelles font l'objet de critiques sévères, du fait surtout qu'elles n'allaient pas assez loin, ni sur le plan linguistique (elles ne débouchaient pas sur l'unilinguisme français), ni sur le plan politique (elles ne remettaient pas en cause les structures du pays). De plus, les gouvernements (ceux du Canada, du Québec, voire des provinces anglaises) se livrent à des interventions croissantes au titre de la situation des langues; les anglophones d'origine et d'adoption, surtout ceux du Québec, éprouvent à l'égard de ces transformations des sentiments de frustration et d'inquiétude dont les conséquences sont ambivalentes; enfin, du côté francophone, on met en cause le "bon parler" français et on se divise sur la priorité à donner, d'une part, aux revendications linguistiques, d'autre part, aux transformations sociales, voire à l'établissement du socialisme.

Les 119 documents qui suivent illustrent, chacun à sa façon, les grandes caractéristiques de cette bataille des langues au Québec. Le premier date de 1763, reproduit une pétition de notables canadiens au roi d'Angleterre et a pour titre: "Parlez français et nous vous obéirons!". Le dernier est tiré du mémoire de l'Hydro-Québec à la Commission Gendron, en 1970, et s'intitule: "En finir avec l'acceptation servile de l'anglais". Les auteurs ont fait un effort particulier pour bien présenter chaque document, pour le situer dans son contexte historique. J'ai, pour ma part, grandement apprécié de retrouver dans ce recueil les observations d'Alexis de Tocqueville lors de son voyage au Bas-Canada en 1831, observations qui

contiennent la phrase fameuse et si vraie: "Le plus grand et le plus irrémédiable malheur pour un peuple c'est d'être conquis".

A propos de ce recueil de textes, je n'ai qu'un regret à formuler; qu'il ait vu le jour avant la publication d'un autre ouvrage sur le même sujet, je veux dire avant la sortie du rapport de la Commission Gendron sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec. Dans leur Introduction, MM. Bouthillier et Meynaud font très souvent allusion à cette Commission et il aurait été fort intéressant de connaître leurs vues sur le rapport qu'elle vient de remettre au gouvernement québécois. D'autant plus qu'ils y auraient, sans doute, puisé bien des textes pour mettre à jour et compléter leur très utile recueil. Une prochaine édition devra nécessairement en tenir compte.

Montréal

RICHARD ARÈS, S.J.